

COMBATTANTS CORSES

Bulletin trimestriel de la Fédération Régionale des Anciens Combattants 1939-1945,
T.O.E. A.F.N et Victimes de guerre de la Corse

Section Régionale de l'Union Fédérale des Anciens Combattants et Victimes de guerre - 1, rue Brissac - 75004 Paris
Reconnue d'utilité publique par décret du 25-06-52



52ème ANNEE - N°191

Siège : Citadelle Miollis - 20000 Ajaccio - ☎ : 04 95 23 37 93
@ : fac.corse@laposte.net - CCP Ajaccio 123-59 W

2ème trimestre 2013



Directeur de la publication:
Jean Fabiani
Responsable de la rédaction:
Christian Joubert
Conception :
Josée Ricci

Sommaire :

Page 1 :

- Editorial
- Assemblée Générale

Page 2 :

- La Défense: Batsse de la garde?
- Réflexion

Page 3 :

- Lettre d'information du Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre

Page 4 :

- Lieutenant-colonel Bastien -Thiry
- Cette histoire qui a marquée nos vies

Page 5 :

- Le culte de la mémoire n'est pas un vain mot
- Anniversaire: 150 ans après : Camerone

Page 6 :

- Les Opérations Extérieures
- Cette histoire qui a marqué nos vies

Page 7 :

- Rose Marie Antoine, Directrice Générale de l'ONAC - VG
- Bienvenue!
- Science sans conscience n'est que ruine de l'âme
- Lionel Terray et ses frères d'armes

Page 8 :

- Un peu d'histoire
- A l'attention des adhérents

EDITORIAL LA PAIX RAISONNÉE



La paix du monde ne peut pas être garantie seulement par des traités ou par les équilibres précaires des menaces et des intérêts, ni même par une limitation du potentiel de destruction des Etats. Il faut éviter les conflits sans doute, mais il faut surtout éviter ce qui provoque et alimente les conflits. Il faut d'abord désarmer les esprits. Cela est loin d'être acquis. Combien de conflits ethniques ou régionaux sont insolubles parce que l'autre est vu à travers les humiliations du passé et les jalousies, les peurs, les haines du présent ?

Il faut ensuite désamorcer les conflits. Or, partout où il y a une

situation d'injustice grave et permanente, il y a un conflit latent qui ne demande qu'à exploser à la première occasion. Partout où les ressources minières, pétrolières ou autres suscitent des avidités, les pays sombrent dans l'instabilité. Le pouvoir exorbitant de l'argent est devenu une réelle menace pour la planète. La crise financière a permis d'en prendre conscience. Il faudrait maintenant prendre des décisions. Mais il manque pour cela une autorité mondiale et un consensus moral.

Dans l'état présent du monde, on ne saurait dénier aux gouvernements une fois épuisées toutes les possibilités du règlement pacifique, le droit de légitime défense.

Les Chefs d'Etat et les responsables ont donc le devoir d'assurer la sauvegarde des peuples dont ils ont la charge. Quant à ceux qui se voient au service de la patrie dans la vie militaire, s'ils s'acquittent correctement de cette tâche, ils concourent vraiment au maintien de la paix.

Or, pour se défendre, il faut être armé. Là encore, le pouvoir immoral de l'argent fausse tout quand on provoque les conflits pour vendre des armes, au lieu de vendre des armes pour arrêter les conflits.

Le combat urgent est bien le combat spirituel.

Jean Fabiani
Président de la Fédération

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ET STATUTAIRE Du 27 avril 2013

De nombreux adhérents ont participé à cette importante réunion présidée par Jean Fabiani en présence de nombreuses personnalités : le docteur Vincent Bansillon, représentant les instances de l'Union Fédérale, le Lt- Colonel Albert Defranchi, Délégué Militaire Départemental de la Corse du Sud.

Au cours de cette séance ont été élus ou réélus les membres du Comité Directeur dont la liste est la suivante : Biancamaria Jérôme, Corticchiato Pierre, Fabiani Jean, Ferrandez Gaétan, Giraud Claude, Joubert Christian, Leccia Jean, Leccia Gisèle, Léonetti Paul, Minneret Claude, Pioli Raoul, Pittalis Raymond, Valle -Simonetti Jacques-

line, Vallod Georges.

A la clôture des travaux, le Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud, Patrick Strzoda, accompagné de Jacques Vergellati, Directeur Départemental de l'Office National des Anciens Combattants de la Corse du Sud, a accepté d'intervenir à l'issue de l'allocation du Président de la Fédération sur la non-violence. Il a mis l'accent sur la situation préoccupante de la Corse en matière de Sécurité et il a surtout insisté sur le rôle que peut le monde combattant jouer en vue d'atteindre l'objectif que tout le monde souhaite : la Paix.

En conclusion, le Préfet a formulé

son accord sur la notion de non-violence que le Président a longuement commenté. Il révéla même à l'assistance que son auteur préféré en littérature est Albert Camus, écrivain que Jean Fabiani a cité dans la péroraison de son intervention.

En dernière analyse, il est à noter que le Directeur Départemental de l'ONAC a bien voulu, avec beaucoup de clarté, faire connaître dans le détail le nouveau fonctionnement de ses services. Il a même indiqué que (tous) les anciens combattants, au regard de leurs souhaits, se trouvent chez eux dans les locaux de l'ONAC.

Commission paritaire
n° 272 D 73 AC

« Gouverner c'est choisir »

Duc Gaston de Lévie

LA DÉFENSE:

Baisse de la garde?



Depuis 50 ans, le budget de la Défense baisse régulièrement et dangereusement. Il est passé de 5% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 1963 à 3% en 1990 pour atteindre à peine 1,56% en 2012. Taillé déjà au plus juste, baissera-t-il encore ?

Aujourd'hui la défense compte 225 000 militaires, 70 000 civils et 34 000 réservistes. Est-ce suffisant pour la cinquième puissance mondiale ? Nous ne le pensons pas !

L'armée de terre, la plus importante, représente seulement un peu plus de 90 000 personnels. Bien peu pour un pays qui compte, à juste titre, jouer un rôle important à la fois dans le concert des grandes puissances mondiales et aussi le monde instable et dangereux du début du XXI^e siècle.

La France doit disposer d'effectifs suffisants et de capacités complètes pour conduire, si nécessaire, dans la durée des opérations et marquer sa présence dans le monde. En conséquence, consacrer à sa défense les ressources nécessaires pour posséder un outil militaire à la mesure de ses ambitions reste une priorité absolue.

L'Europe semble avoir oublié cette évidence ! Depuis longtemps déjà, alors que les dépenses militaires dans le monde ne cessent d'augmenter, l'Europe désarme. Les Européens ne consacrent en moyenne à leur défense, que 1% du PIB. La France et le Royaume-Uni font figure d'exception avec 1,6 à 1,7% du PIB, niveau pourtant déjà faible.

Certes la grandeur d'un pays s'estime d'abord par la qualité de son tissu économique, industriel, humain et financier. Mais toutes ses composantes ne sont crédibles que si elles sont soutenues par des capacités militaires fortes et reconnues.

N'oublions jamais- 1968 l'a démontré – que l'armée demeure « l'ultima ratio » en temps de crise grave. Quand tout le reste s'est effondré l'armée doit pouvoir assurer la continuité de l'Etat et assurer la survie de la Nation !

Dans peu de temps, le prochain livre blanc sur

la Défense et la Sécurité définira l'outil militaire et les capacités de la défense.

Ses conclusions ne devraient finalement être connues que fin avril ou début mai 2013. Ces travaux, qui conditionneront l'élaboration dans le courant de l'été de la future loi de programmation militaire s'étalant de 2014 à 2019, font l'objet de vifs échanges et d'arbitrages difficiles. En effet, derrière l'élaboration des priorités en terme de sécurité et la définition des moyens pour y répondre, la question budgétaire demeure omniprésente. Nous le savons tous, respecter un déficit budgétaire de 3% comme l'exige l'Europe constitue un enjeu majeur et stratégique. Mais si, en raison de la crise économique et financière, une baisse mineure des crédits de la Défense est encore envisageable, elle ne doit pas l'être plus que les autres ministères. Il convient de trouver un bon et juste équilibre : évaluer, s'il doit y avoir des efforts sur la défense, les conséquences que cela peut avoir sur nos capacités à intervenir (seuls sur une durée courte et en premier comme on l'a vu faire au Mali, ou uniquement avec d'autres alliés) ainsi que sur le volume, l'entraînement de nos forces et sur l'outil industriel.

Alors que de nombreuses capacités sont aujourd'hui dimensionnées au strict minimum pour remplir les missions qui leur sont confiées, comme les forces navales, et que d'autres subissent un déficit criant de moyens, comme le transport aérien ou le ravitaillement en vol, peut-on encore tailler une nouvelle fois dans les personnels, le format de l'armée et les équipements majeurs ?

N'oublions jamais que la défense tire vers le haut une industrie de pointe, génère une masse considérable d'emplois, contribue notamment au recrutement de plus de 20 000 jeunes chaque année, que les fournisseurs d'équipements entretiennent plus de 170 000 emplois sur le territoire. Et cela est reconnu, elle engendre des retombées économiques et sociales bien plus larges. On ne peut le nier, le complexe militaro-industriel demeure un piler indispensable et central de notre pays.

Pour une part importante, la France doit son statut de grande puissance internationale et

majeure à la grande qualité de ses forces militaires, à ses capacités d'intervention et son excellence technologique. Si elle désire le conserver, sa volonté sera jugée à la part du PIB qu'elle consacrerà à sa Défense.

Or, sur le long terme, certaines prévisions actuelles laissent entrevoir une baisse de l'effort consacré à la défense à seulement 1% du PIB en 2025. La crainte justifiée est de voir l'outil militaire de la France remise en cause, avec entre autre conséquences un risque de déclassement dans le concert des nations. Depuis la fin de la guerre froide, le ministère de la Défense a déjà mené une profonde rationalisation de ses effectifs et de ses dépenses. Aller encore plus loin deviendrait totalement déraisonnable !

En 2012, la dépense publique représente 56% du PIB, la Défense on l'a vu, 1,56% seulement, soit une part finalement infime. Le maintien actuel de l'effort de défense éviterait l'irréparable. Descendre encore plus bas, serait suicidaire et pure folie !

Les opérations en Lybie en 2011 et celle particulièrement réussie au Mali, toujours en cours, témoignent de l'excellence, la crédibilité et l'efficacité de l'armée française. Elles révèlent aussi qu'elle est un outil complexe, fragile, en limite de capacité, qui se forge sur le long terme durant des décennies.

Si les efforts budgétaires nécessaires n'étaient pas consentis régulièrement et poursuivis, elle pourrait très vite perdre son potentiel et entraîner un déclassement significatif et préjudiciable de la France.

Le scénario d'une baisse temporaire de la défense liée à la crise avec une remontée à terme serait une dangereuse illusion et provoquerait un affaiblissement considérable et difficilement rattrapable de notre outil militaire.

*Général de Corps d'Armée (2S)
Christian Piquemal
Président de l'Union Nationale
des Parachutistes*

REFLEXION

Après la libération de la famille Moulin-Fournier

Malgré la noirceur du temps, il y a des événements heureux qui vous réconcilient avec l'actualité. On pense bien sûr à la libération des membres de la famille Moulin-Fournier, après deux mois passés dans la fournaise nigériane où des islamistes fanatiques les avaient conduits après les avoir enlevés au Cameroun.

Leur retour a été digne, souriant, sans esbroufe. On n'a pas montré les visages des quatre enfants et ce fut très bien ainsi. De toutes les déclarations faites à cette occasion, nous en avons retenue une, d'une rafraîchissante drôlerie. Interrogeant leur père sur la première chose réclamée par les bambins après leur accueil à l'Ambassade de France, il a dit avec

un grand sourire communicatif, « Ils ont réclamé des frites ! Deux mois qu'ils n'en avaient pas mangé » !

La France leur a donc offert le même jour la liberté et des frites. Que demande le peuple ?

Anonyme

LETTRE D'INFORMATION

du Chef d'Etat -Major de l'Armée de Terre

(Destinée aux associations)



Chers amis,
Nous vivons un début d'année 2013 riche et intense entre l'élaboration du prochain Livre Blanc, les premières discussions sur la future loi de programmation militaire ((LPM) et une opération au Mali dont le succès repose pour une bonne part sur l'efficacité remarquable de nos unités terrestres.

Les grandes lignes de l'opération SERVAL vous sont présentées dans cette lettre. Au-delà de ces données globales, je tiens ici à saluer la mémoire de nos cinq frères d'armes tombés au combat. Excellent révélateur du haut niveau de professionnalisme de nos soldats, cette opération met à nouveau en exergue la qualité de la préparation opérationnelle de nos unités et leur capacité d'adaptation à un nouveau théâtre et de nouveaux modes d'action.

Concernant les travaux du livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale, vous comprendrez que dans l'attente de leur publication je sois astreint à une certaine prudence. Cependant ceux-ci devraient réaffirmer les priorités stratégiques de la France et surtout confirmer la pérennité des déséquilibres et des

menaces mis en lumière en 2008. Il apparaît en effet que s'il y avait rupture, elle serait davantage liée au contexte économique et financier qu'à l'environnement stratégique.

N'offrant pas de perspective claire, cette rupture risquerait de nous conduire vers l'obligation d'adapter aux seuls objectifs budgétaires de court terme, un outil de combat qui vient de se réformer profondément entre 2008 et 2013 et qui a en même temps prouvé toute sa pertinence et son efficacité lors des opérations récentes en Afghanistan ou au Mali.

Mon analyse de chef d'état-major de l'armée de terre est que, face à une crise économique sans précédent et particulièrement difficile en Europe, il est essentiel de préserver le format général et la cohérence de l'ensemble de l'armée de Terre et de ne pas sacrifier des structures et des organisations éprouvées aux tentations du court terme. D'autant que l'expérience montre que toute capacité abandonnée est définitivement perdue.

L'armée de Terre joue un rôle central dans le succès des opérations. Nos dirigeants ne pourront se passer de l'engagement de troupes au sol, en quantité et dans la durée, dès lors qu'il s'agira de marquer la détermination politique de la France, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies et acteur volon-

tariste au sein de l'OTAN et de l'Europe de la défense.

Voilà pour moi tout l'enjeu des travaux à venir de la LPM qui doit être votée à l'automne 2013.

Vous trouverez également dans cette lettre plusieurs articles rappelant la sensibilité de l'armée de Terre au facteur humain au travers du lancement de la campagne de recrutement initiée en début d'année et du cinquantenaire de l'Ecole nationale des sous-officiers d'active. Vous découvrirez également de quelle manière nous essayons d'offrir à nos blessés de nouvelles possibilités de réinsertion dans nos unités. Enfin, en cette année de cinquantenaire du traité de l'Elysée entre la France et l'Allemagne, je vous propose un point sur la coopération militaire entre deux armées de Terre.

Je conclus en vous informant que les universités d'été de la défense organisées conjointement par les deux commissions défense du Parlement se tiendront les 9 et 10 septembre à Pau et que l'armée de Terre en sera l'armée hôte. Réunissant responsables politiques, industriels et hauts représentants des trois armées, ces universités permettent de réfléchir ensemble à l'avenir de notre défense.

Général d'Armée Bertrand Ract-Madoux

LA CRÉATION DE L'UNP

(Union Nationale des Parachutistes)



En 1961, le Colonel Trinquier était Président de l'Association des Parachutistes d'Outre-Mer (APAROM) qui était apparentée à l'Association Nationale des Familles et Amis des Anciens Parachutistes d'Outre-Mer, créée par le Général de Saint Salvy, un ami du Bachaga Boualem dont un des fils, général lui aussi, fut longtemps après le Commandant supérieur de la Zone Sud de l'Océan Indien. De nombreux paras métropolitains avaient cherché à adhérer à l'association, mais les statuts et l'intitulé même de l'association ne le permettaient pas. A plusieurs reprises, le Colonel Trinquier avait émis l'idée de constituer une Fédération qui regrouperait tous les anciens paras sans exception et ceci dès 1961. Il prit des contacts dans ce sens avec le Colonel Buchoud qui lui donna son accord pour participer à ce regroupement avec son amicale des anciens du 9^{ème} RCP. Plusieurs réunions furent nécessaires pour construire une base à la future association. En 1962, lors d'une assemblée générale de l'APAROM faite dans une brasserie de la Place du Châtelet, la création d'une nouvelle organisation et l'adhésion de l'APAROM fut décidée. Les mêmes décisions furent adoptées par le Colonel Buchoud et son Amicale. Sur

convocation du Colonel Buchoud, la première réunion constitutive se déroula dans les locaux de l'Association des Anciens Sous-officiers de Carrière, au Boulevard Sébastopol à Paris. Y participaient, outre le Colonel Buchoud, le Colonel Trinquier, Jean Rosier, le Général Touzet-Duvigier. Deux autres réunions eurent lieu au même endroit au cours des semaines suivantes, élargies à d'autres paras. A l'une d'elles assista le général Boyer de la Tour, témoignant ainsi de son soutien sans faille. Une des premières discussions fut de trouver un nom à cette nouvelle organisation. Différents acronymes furent évoqués tels que FNP, FFP - dont le sigle fut retenu par la suite par la FNPF - car l'idée était de regrouper les Associations et Amicales existantes ou à venir. Finalement, « Union Nationale des Parachutistes », U.N.P. en abrégé, fut adopté à l'unanimité. Il faut noter qu'il n'y avait là aucune référence à l'UNP, objet du paragraphe précédent. Il n'y avait aucun rapport entre les deux et l'identité de dénomination est due au fait qu'il n'y avait pas beaucoup de possibilités. A la demande du Colonel Buchoud, Jean Rosier prépara un projet de statuts, s'inspirant en majeure partie de ceux de l'APAROM, dont il était le secrétaire, qui fut adopté au cours d'une réunion. L'UNP s'était donc

constituée sous une forme fédérative. A l'article 1 de ses statuts il était précisé qu'elle réunissait les Amicales régimentaires ainsi que les Amicales régionales départementales ou locales des anciens militaires ayant servi dans les unités parachutistes. Elle ne recevait pas d'adhésions individuelles. Le premier Président fut donc le Colonel Roger Trinquier et son Vice - Président le Colonel Pierre Buchoud. Jean Rosier devint secrétaire général. IL n'y avait pas de trésorier, car aucune des deux associations fondatrices ne pouvant assumer les frais de création de l'UNP, il n'y eut pas d'accord immédiat en la matière. Jean Rosier assumait de ses fonds propres les premiers frais de fonctionnement, à savoir les fournitures de bureau et les frais de poste. La Déclaration de constitution et les statuts furent déposés à la Préfecture de Police de Paris en date du 8 février 1963 et leur parution au Journal Officiel le 27 février 1963. Le Président de l'ACUF, Yves Gignac, donna son accord pour l'installation de la nouvelle UNP avec eux dans leur immeuble au 45, rue de Naples à Paris. La première section fut celle de « Paris République », présidée par Roland Vernaz.

Revue « Debout les Paras »

«Le courage c'est l'art d'avoir peur sans que cela paraisse»

Pierre Verron

Souvenons-nous...

Lieutenant-Colonel Jean-Marie BASTIEN - THIRY

HOMELIE

De Monseigneur Jean-Yves Molinas, Vicaire Général de Toulon



Il y a cinquante ans, un homme tombait sous les balles du peloton d'exécution.

Nous savons, nous qui sommes réunis dans cette cathédrale, qui était cet homme et les raisons pour lesquelles il achevait prématurément sa vie dans les fossés du fort d'Ivry.

Depuis cinquante ans des générations d'hommes et de femmes se sont succédées. Peu nombreux ont connaissance de ce drame qui a cependant marqué l'histoire de notre pays. Cette mort est intimement liée à l'agonie et à la mort d'une province française, l'Algérie, mais plus encore au refus d'accepter de voir la France renoncer à sa mission de nation civilisatrice dans le monde et particulièrement sur toutes ces terres lointaines où son génie avait permis un bond de mille ans en avant. Nombreux historiens, géopoliticiens, philosophes expliqueront que ce dégageant était inévitable et que le vent de l'histoire nous y obligeait fut-ce au prix d'un abandon dramatique des populations qui avaient cru, elles, en la France. Mais

des hommes se sont élevés contre ce qu'il faut bien appeler une forfaiture, une trahison, et donnèrent leur vie pour ne pas faillir à la parole donnée.

Et, parmi eux, il y eut Jean Bastien-Thiry. Jeune lieutenant-colonel, marié et père de trois petites filles, il n'hésita pas à sacrifier un avenir humain et professionnel prometteur, pour que la France ne se perde en succombant à « l'acharnement d'un très vieil homme ». Comme l'écrivit son frère, Gabriel Bastien-Thiry, Jean « s'était fait de la France une idée trop belle, et de la justice humaine un concept spirituel ». Cette idée et ce concept dont les racines plongeaient dans la foi chrétienne façonnèrent toute sa vie. Oui, Jean Bastien-Thiry était un fervent chrétien, et cela depuis sa plus tendre enfance. L'amour du Christ l'avait tout naturellement ouvert à l'amour de sa patrie, la France. Ainsi, pétri par les pages de gloire de l'histoire de son pays et par le baptême qui marqua la France, il ne pouvait ignorer le drame qui se déroulait sous ses yeux, et dont il prévoyait clairement les conséquences désastreuses que non seulement la France mais aussi l'Europe auraient à endurer.

N'oublions pas le contexte géopolitique existant alors : d'une part, l'idéologie marxiste diffusant ses mensonges et pénétrant toutes les couches de la société ; des centaines de pays dans le monde asservis à cette dictature habilement présentée comme l'avènement de la liberté et de la démocratie pour les plus pauvres ; la menace militaire des pays du pacte de Varsovie prêts à envahir le monde libre ; à l'intérieur la subversion, aux frontières les chars et les missiles. Et d'autre part, en Algérie et dans nombre de pays musulmans le réveil d'un Islam fait d'intolérance, de violences extrêmes et dont la volonté d'expansion dans le monde est clairement démontrée aujourd'hui.

En 1963, l'indépendance de l'Algérie est déjà survenue. Le nouvel état algérien n'a tenu aucun compte des accords d'Evian qui devaient permettre aux différentes communautés de continuer de vivre sur cette terre. Jour après jour, les nouveaux maîtres du pays, hier encore terroristes sanguinaires mais qui, bien qu'au pouvoir, n'ont pas renoncé à leurs méthodes, bafouent ces accords. Des milliers d'européens sont enlevés, des centaines de milliers de harkis sont massacrés dans des conditions horribles, l'armée française encore présente en Algérie, restant, sur ordre, l'arme aux pieds. Les églises sont profanées, les cimetières dévastés... Tout cela après la fusillade de la rue d'Isly à Alger, le 26 mars 1962, où l'armée française tira sur des hommes et des femmes qui revendiquaient seulement le droit de rester français sur une terre française, et le massacre horrible du 5 juillet à Oran.

La pureté de cœur et d'esprit de Jean Bastien-Thiry ne pouvait accepter que la France continuât de sombrer dans l'ignominie, après que, comme le déclara le Président du Sénat Gaston Monnerville, « la Constitution eut été violée et le peuple abusé ». Nous ne tenterons pas ce soir de découvrir le cheminement qui amena Jean-Bastien Thiry jusqu'à l'attentat du Petit Clamart contre le président de la république, mais nous retiendrons comme certain que ce qui le conduisit jusqu'à cet acte, ce ne fut pas la haine de celui qui gouvernait alors la France, mais « la compassion pour les victimes » de cet homme, la volonté de « sauvegarder des vies humaines innocentes », et l'amour de la France dont il ne voulait pas que l'histoire fût irrémédiablement souillée.

La mort courageuse de Jean Bastien-Thiry et de tant d'autres de ses compagnons qui ne se sont pas résignés à accepter le fatalisme d'une nation anesthésiée, nous amènent, cinquante ans après, à nous poser cette question : leur sacrifice a-t-il été vain ? On pourrait le craindre en constatant combien notre pays et l'Occident chrétien en général semblent s'être détourné de leur destinée. Un chef d'état français n'a-t-il pas été parmi les plus déterminés opposants à la reconnaissance des racines chrétiennes de l'Europe ? La France, notre patrie, est aujourd'hui défigurée, et bon nombre de nos compatriotes semblent avoir renoncé à la fierté d'être français. Ne leur demande-t-on pas, encore et encore, de se battre la coule et de se reconnaître coupables de toutes les abjections commises sur cette terre. Depuis des décennies, on leur a retiré peu à peu les repères historiques, religieux et philosophiques qui les constituaient en nation. On enseigne dans nos lycées que le FLN, qui fut l'ennemi de la France et dont on s'acharne à vouloir dissimuler le terrorisme, la cruauté et le mensonge, incarne la révolte saine et courageuse d'un peuple opprimé pour se libérer du colonialisme français. Cinquante ans après, nombre d'algériens eux-mêmes n'y croient plus ! Et du coup, on passe sous un silence honteux les 30 000 soldats français morts pour la France en Algérie. Pire encore, on crache sur leur tombe. Peu à peu, on a effacé de notre histoire les grandes figures qui faisaient que l'on pouvait être fier d'être français. Je dis avec assurance et certitude que Jean Bastien-Thiry fait partie de ceux là. Hélas, en compensation, on a fait du show-biz un olympisme et des saltimbanques et autres marchands de rêves, les maîtres à penser d'un peuple décadent.

Le bilan pourrait donc nous paraître bien triste. Et pourtant, la foi et l'espérance ne doivent pas désertir notre vie. Il n'est pas possible que les sacrifices de tels hommes ne finissent par porter du fruit. Autant de souffrances, (je pense à l'indicible souffrance que connurent les proches de celui dont nous faisons mémoire, son épouse, ses trois filles alors encore enfants, de tous ceux dont un des leurs tomba sous les balles du peloton) autant d'abnégation engendreront un jour de nouvelles générations qui se lèveront, et se reconnaitront en ce frère aîné qu'est Jean Bastien-Thiry. Animées par la foi, ils édifieront ce Royaume de lumière, de paix, de fraternité et de vérité que le Christ est venu instaurer sur notre terre.

Et pour nous les Pieds-Noirs, c'est un devoir de nous souvenir de la compassion de Jean Bastien-Thiry pour notre calvaire. « Les Pieds Noirs ne pourront oublier que cet homme, pétri de traditions, enchaîné par ses principes, a tenté l'intenable à cause d'eux. » (« Plaidoyer pour un frère fusillé » de Gabriel Bastien-Thiry)

Avant de rendre sa belle vie à Dieu, Jean Bastien-Thiry, heureux d'apprendre que ses camarades avaient été graciés, servit à sa dernière messe célébrée par l'aumônier. S'adressant au prêtre, il lui dit : « Mon Père, offrons cette messe pour qu'un jour redevienne possible l'unité des Français. » « Oui, mon Père, il faut qu'un jour les Français puissent être unis ! » Devant le peloton d'exécution « l'Homme a souri, et son visage a reflété un immense apaisement, une sérénité définitive. » Que Dieu sauve la France ! Amen

A une époque où « le devoir de mémoire » est sur toutes les lèvres, il y a lieu de citer les cas concrets et tangibles de quelques anonymes qui, sans le savoir, ont contribué et contribuent à maintenir le souvenir de nos glorieux combattants. Si, et notamment dans nos diverses amicales ou associations patriotiques, le fait d'assister aux cérémonies officielles commémoratives entre dans le cadre du devoir de mémoire, il est des personnes qui de leur propre initiative, avec discrétion et modestie, sans recherche d'honneurs ou de décorations, sont à l'origine de belles réalisations qu'il faut connaître. Nous avons, presque tous, entendu parler du sergent-chef de la Légion Etrangère Rolf RODEL. De sa propre initiative, il achète une parcelle de terrain sur les lieux du combat de Dien-Bien-Phu et érige à ses frais, un monument à la mémoire de tous les combattants français tués en Indochine. Malheureusement il s'éteint en janvier 1999, avant que la République Française ne fasse de sa réalisation un Monument officiel. C'est d'ailleurs là, qu'il serait envisagé d'enfouir les cendres du Général BIGEARD. Bien avant, pendant la campagne de juin 1940, dans la région lyonnaise, Jean-Baptiste MARCHIANI, adjudant-chef du Train pendant la Grande Guerre, Secrétaire départemental des anciens combattants du Rhône en 1942, avait déjà donné l'exemple. Les allemands ayant massacré une compagnie de tirailleurs sénégalais, il achète un terrain sur la commune de CHASSELAY(69) puis, avec son épouse, regroupe et identifie 198 corps de tirailleurs. Il fait alors édifier un cimetière de style sénégalais qui est officiellement inauguré le 8 novembre 1942, juste avant l'invasion de la Zone libre. Depuis, sa réalisation connue sous l'appellation « tata de CHASSELAY »-au Sénégal le « tata » est un espace de terre sacrée où sont ensevelis les guerriers-est devenue une Nécropole Nationale.

A la suite des tragiques combats du Vercors de juillet-août 1944, notre ami l'adjudant-chef Jean NARDUCCI a été meurtri dans sa chair et en porte toujours les séquelles, bien visibles quand il se déplace. Pour l'intéressé, la Libération et la paix revenues n'ont pas effacé le souvenir de cet été 1944. Quarante ans plus tard, en août 1984, alors qu'il est de passage dans la Drôme, il invite deux de ses anciens camarades de combat à un apéritif ; Bien entendu, après l'émotion et la joie des retrouvailles, la conversation porte sur les souvenirs communs. Ses deux invités dit-il, «étaient indignés de voir que la tombe de l'adjudant SCHMIT, tué le 9 août 1944, était complètement abandonnée dans le cimetière de PLAN-de-BAIX(26) ». C'est sur le territoire de cette commune qu'opérait, à l'époque, la 3^{ème} Compagnie, du bataillon FFI de la Drôme, dont ils faisaient tous partie.

Jean NARDUCCI poursuit : « J'ai alors dit qu'il fallait faire quelque chose. Nous sommes tout de suite allés voir le Maire, M. VIEUX qui était à son domicile avec son épouse et son beau-père. Nous lui avons dit que nous étions des maquisards de la compagnie du lieutenant CHRETIEN. Son beau-père, M. MARCEL a tout de suite demandé: « Savez-vous ce qu'est devenu M. NARDUCCI ? » Je lui ai répondu que c'était moi. Très ému, le vieux monsieur a raconté qu'il avait, avec les deux camarades restés avec moi, confectionné le brancard pour me transporter lorsque j'avais été blessé... le Maire s'est engagé à restaurer la tombe de cet héroïque sous-officier. Nous avons alors décidé de relancer notre Amicale. Après maintes recherches et nombreux contacts téléphoniques, j'ai réussi à mobiliser et réunir tout ce monde de la nuit, pour leur dire qu'une plaque en marbre devait absolument remplacer cette petite plaque en fer blanc sur laquelle le nom du défunt était à peine lisible et n'était pas digne d'un héros de la Résistance. J'ai donc fait le nécessaire et le 12 mai 1985, 41 ans après la bataille nous avons rendez-vous à 10 heures, avec 20 centimètres de neige, au col des LIMOUCHES(26) théâtre de nos combats. Après le repas dans un restaurant à PLAN-de BAIX, nous avons décidé de nous rencontrer tous les ans dans cette localité pour nous recueillir, devant la stèle où sont inscrits les noms de l'adjudant SCHMIT, des deux frères GI-REAUD, de MARCEL, de KALIMERIS... A mon dernier passage j'ai constaté que cette stèle était complètement abandonnée. Comme nous ne sommes plus très nombreux, j'ai demandé au « Souvenir Français » de prendre le relais, ce qui fut fait. »



A travers ce récit qui l'honore, Jean NARDUCCI, animé par la volonté farouche de maintenir le souvenir du sacrifice de ses camarades tombés au combat, nous livre un bel exemple de ce qu'est le « devoir de mémoire » pour lequel, et à juste titre, on peut considérer qu'il fait partie des anonymes et discrets précurseurs.

Merci à M. NARDUCCI pour ce témoignage recueilli le 21 mars 2011 par le Colonel (ER) PIOLI

Anniversaire

30 avril 1863...Il y a 150 ans :CAMERONE

Sur la terre imprégnée du sang des légionnaires, le soleil ne se couche jamais

«Nous sommes ces soldats qui grognaient par le monde

Mais qui marchaient toujours et n'ont jamais plié...

Nous sommes cette église et ce faisceau lié

Nous sommes cette race éternelle et profonde...

Nos fidélités sont des citadelles »

Charles Péguy

La vie morale dépend de chaque individu. Il ne suffit pas de proclamer des valeurs extérieures au risque de tomber dans une forme de pharisaïsme. Il faut les vivre. Ce qui est nécessaire c'est la conversation personnelle au bien, le refus du mal, de la complicité et du mensonge.

Jean Fabiani

MALI:

LE DISPOSITIF AERIEN DE SERVAL ALLÉGÉ



Dans le cadre du désengagement progressif des forces françaises au Mali, le nombre d'aéronefs a été réduit. Trois avions Mirage 2000 D, deux Rafale, ainsi qu'un Boeing C-135 de ravitaillement en vol ont regagné leurs bases aériennes, sur le sol français. Temporairement basés à Bamako ou N'Djamena, tous étaient engagés depuis le début des opérations au Mali. Désormais, le détachement aérien de Serval est composé de six avions Rafale, de trois Mirage 2000 D et de trois ravitailleurs C-135.

LA FRANCE REMET LES CLÉS DE TOMBOUCTOU AUX SOLDATS DE LA MISMA

La cérémonie de transfert de l'autorité des Français de Serval au bataillon burkinabè de la Misma a eu lieu sur l'aéroport de Tombouctou. Les 600 hommes du bataillon du Burkina Faso, commandés par le colonel Gilles Batio, sont venus prendre la place de l'Escadron d'aide à l'engagement du GTIA2. Les 200 premiers militaires du contingent burkinabè avaient rejoint les forces françaises et maliennes à Tombouctou dès le 10 avril. Durant deux semaines, Français, Burkinabés et Maliens avaient organisé des patrouilles mixtes, repéré les points clés de la ville et procédé à une passation progressive des consignes. La mission demeure la même pour les Burkinabés de la Misma : sécuriser Tombouctou et sa région conjointement avec les forces armées maliennes. Un détachement français de liaison et d'appui restera toutefois déployé afin de main-

tenir une bonne coordination entre les forces africaines et françaises.

FEU VERT A LA POURSUITE DE SERVAL

L'Assemblée et le Sénat ont voté à l'unanimité des suffrages exprimés en faveur de la prolongation de Serval, la mission française au Mali débutée le 11 janvier. Cette consultation des deux chambres parlementaires est obligatoire dès que l'engagement des forces françaises à l'extérieur dépasse les quatre mois. Au cours des débats, représentants du gouvernement, députés et sénateurs ont honoré la mémoire des cinq soldats français morts dans cette opération.

6^{EME} SOLDAT MORT POUR LA FRANCE



Le caporal-chef Stéphane Duval, du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de Marine a été tué, après que son véhicule blindé léger a sauté sur un engin explosif. Il participait à une opération des forces spéciales visant à détruire des groupes terroristes. Cette opération de reconnaissance et de fouille était conduite par son unité dans le nord-est du Mali entre Tin Zaouaten et Boughessa, à proximité de la frontière algérienne. Agé de 32 ans, déjà cité à l'ordre de la brigade et titulaire d'une croix de la Valeur militaire, le caporal-chef Stéphane Duval était marié et père de deux enfants. Deux autres soldats français ont également été grièvement blessés dans l'explosion.

OCEAN INDIEN:

LA FRANCE REPREND LA BARRÈRE DE LA TF 150

Pour la huitième fois, la France prend le commandement de la Task Force 150 (TF 150) dans l'océan Indien. Le capitaine de vaisseau Jean-Michel Martinet a succédé au commo-

re australien Mac Hardie, en poste depuis décembre 2012, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue à Manama (Bahreïn). Le commandement français prendra fin en août prochain. Durant cette période, l'état-major de la TF 150 est embarqué à bord du bâtiment de commandement et de ravitaillement Somme Composante maritime de l'opération *Enduring Freedom*. La TF 150 contribue à lutter contre le terrorisme international n participant à la surveillance et à la collecte de renseignements sur les flux maritimes de la zone orientale de l'océan Indien ainsi qu'à la conduite d'opérations d'interdiction maritime. La coordination interralliée s'est d'ailleurs illustrée le 7 avril avec une opération de recherche et de sauvetage de naufragés menée en collaboration avec la marine américaine.

GUYANE:

SUCCÈS DE L'OPERATION GECKO



Quatre-vingts militaires des forces armées en Guyane, issus du 9^{ème} régiment d'infanterie de marine (9eRima), accompagnés d'une vingtaine de gendarmes du groupe de pelotons d'intervention (GPI), sont passés à l'action, dans le cadre de l'opération Gecko, sur les sites d'Eau Claire et d'Enfant Perdu, dans l'ouest du département.

Grâce à la rapidité et à la discrétion de leur intervention, les commandos de recherche et d'action en jungle du 9^e Rima et les gendarmes du GPI sont parvenus à surprendre les orpailleurs illégaux, pour la plupart des étrangers en situation irrégulière, permettant ainsi la saisie et la destruction de plus de 30 kilos de mercure et de nombreux véhicules et matériels utilisés par les pilliers.

Armées d'Aujourd'hui (mai 2013)

CETTE HISTOIRE QUI A MARQUE NOS VIES

Dien Bien Phu (7 mai 1954)

À peine sortie de la seconde guerre mondiale la France se trouve confrontée en Indochine, à la montée d'un nationalisme vietnamien d'inspiration communiste, le VIET-MINH dirigé par Ho Chi Minh.

Celui-ci veut l'unité et l'indépendance d'un Vietnam socialiste. Il défie la France en proclamant l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam.

Mais de son côté, le gouvernement français veut restaurer la souveraineté française en Indochine. La guerre est inévitable surtout après le bombardement d'Haiphong et le massacre d'européens à Hanoï.

Le Vietminh, désormais intégré au bloc communiste est puissamment soutenu par l'URSS

et la Chine. D'où les succès du Général Giap et le repli français.

C'est alors qu'interviennent les Etats-Unis. Fidèles à leur politique de « containment » d'endiguement du communisme, ils soutiennent financièrement les français... Tout en encourageant discrètement le nationalisme vietnamien, dans l'espoir de prendre la relève de la France.

Pour sortie de cette impasse, 19 puissances décident de se réunir à Genève en Avril 1954. Pour arriver en position de force à cette conférence, les français veulent remporter un succès décisif sur le Vietminh. Ils concentrent leur force à Dien Bien Phu.

Mais, encerclés par l'armée de Giap et privés

de secours aérien des Etats-Unis, les défenseurs de Dien Bien Phu sont tués ou capturés. Sur 12000 hommes, 5000 sont morts, 5000 autres prisonniers meurent dans les semaines suivantes.

Les accords de Genève partagent le Vietnam en deux: Au nord du 17^{ème} parallèle, la République Démocratique Communiste, au Sud une République Nationaliste pro américaine, les Etats-Unis prenant la place de la France. En réalité au cours de la guerre froide, c'est toute la péninsule qui devient un enjeu entre l'Est et l'Ouest. Et dès le début des années 1960, se déclenche la guerre du Vietnam, contre les Américains cette fois.

Directrice Générale de l'ONAC-VG



Administratrice civile hors-classe, Rose-Marie Antoine fut successivement assistante parlementaire au Sénat, déléguée nationale à la Fondation France-Libertés puis chargée de mission à la Présidence de la République.

Elle intègre, en 1989, le Corps préfectoral en tant que Sous-préfète en Ile-de-France.

A partir de 1995, Madame Antoine quitte le ministère de l'Intérieur et rejoint le ministère de la Défense dans lequel elle occupe d'importantes fonctions au sein de différentes directions : chef de la mission innovation

protectrice à la Direction Centrale du Service National (DCSN), Rose-Marie Antoine est ensuite chargée de mission pour l'encadrement supérieur à la Direction de la Fonction militaire et du Personnel civil (DFP).

Elle devient ensuite sous-directrice de l'action culturelle et éducative à la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA) dont elle développe l'action culturelle et éducative assurant ainsi l'élaboration de la politique culturelle de la Défense et la mise en œuvre d'actions de mémoire et de citoyenneté.

Puis, Rose-Marie Antoine devient directrice du projet « Affaires territoriales et emploi » à

la Délégation Interministérielle aux Restructurations de Défense (DIRD). En 2010, elle est promue experte de haut niveau II et intègre le Cabinet du Secrétaire Général pour l'Administration pour le compte duquel elle est chargée de la tutelle et du pilotage stratégiques des établissements publics du ministère de la Défense.

Elle est nommée Directrice Générale de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC-VG) le 14 janvier 2013.

Cahier-journal de L'Union Fédérale

BIENVENUE !



La Fédération se réjouit de la nomination, comme Directeur Départemental de l'ONAC-VG de la Corse du Sud, de Jacques Vergellati.

L'intéressé a déjà eu une expérience professionnelle avé-

rée sur le plan administratif.

Il fut dans un passé récent, Directeur Inter-Départemental des Anciens Combattants durant quelques années et où il démontra une compétence inégalée et une serviabilité spontanée qu'il entend faire perdurer.

D'ores et déjà, le nouveau Directeur de l'O-

NAC-VG est devenu un organisateur efficace et apprécié dans tout ce qui concerne le devoir de mémoire.

Le monde combattant attendait cela avec une légitime impatience.

Le Bureau

« SCIENCE SANS CONSCIENCE N'EST QUE RUINE DE L'ÂME »

C'est une lapalissade lorsque je dis qu'aujourd'hui nous assistons - en le déplorant - à la suprématie sur les humanités et la culture littéraire et philosophique.

Pourquoi ne pas donner une formation humaine intégrale aux jeunes ? Pourquoi leur faire croire qu'il n'y a qu'une seule issue honorable : INGÉNIEUR ? Pourquoi certains métiers qui n'ont rien à voir avec les sciences ne sont accessibles qu'aux élèves scientifiques ?

« Mieux vaut une tête bien faite que bien pleine » disait déjà Montaigne. Nos ly-

céens ont la tête bourrée de connaissances théoriques et scientifiques ; Mais qui leur apprendra la liberté de penser, l'esprit critique, le sens du discernement ?

Si notre école ne forme que des techniciens et des ingénieurs enfermés dans un horizon utilitariste et matérialiste, alors ne nous plaignons pas de la crise tout autant morale que politique ; Rabelais nous rappelle que « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Nos futurs ingénieurs, chercheurs et médecins, devraient avoir une solide forma-

tion philosophique de base. Si non, certains d'entre eux pourraient devenir des savants fous, mettant leurs connaissances au service de dictatures voilées sous le nom de démocratie. Car il ne peut y avoir de démocratie véritable sans une formation humaniste des consciences, sans un développement de la pensée personnelle.

*Jean Fabiani
Président de la Fédération*

LIONEL TERRAY ET SES FRÈRES D'ARMES

En souvenir de celui qui a planté le drapeau français sur les plus hauts sommets du monde

La mort de Lionel Terray, qui donna sa vie à l'action de montagne, soulève l'émotion de ses frères d'armes, les chasseurs alpins. Dès 1955, il était professeur à l'École Militaire de Haute Montagne : il avait alors vingt-quatre ans

Les officiers, les sous-officiers, les soldats du secours de montagne, les aviateurs militaires qui, depuis 1940, ont suivi les stages de ski aux Allues, à Chamrousse et à Innsbrück, ont vu Lionel Terray, l'ont interrogé, ont sollicité ses critiques et ses conseils. Choisissons entre tant d'images et rappelons nos souvenirs.

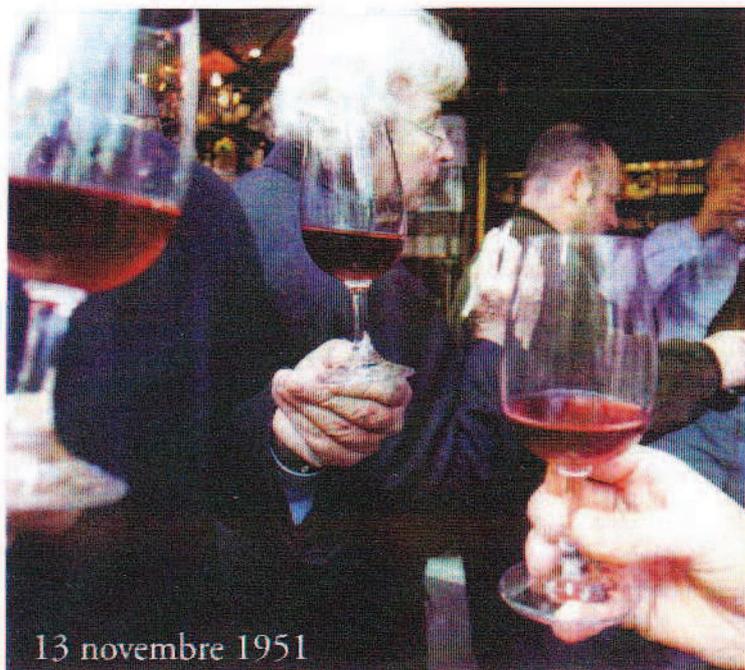
Mallory, le vainqueur de l'Everest, qui avec ses 8882 mètres domine l'Himalaya, avait pour maxime « Solvitur in excelsis » c'est-à-dire : « La clé du problème est dans les sommets ». Et Mallory de préciser : « Si tu restes dans la vallée, tu verras les hommes, les femmes, les enfants et les choses sous l'angle le plus étroit. De même, dans la foule des stations d'hiver où chaque esprit s'isole. Dans les hôtels de montagne, les âmes s'ignorent et se méconnaissent sous les bavardages et le souci de paraître. Si tu montes, si tu grimpes, si tu te fais mal aux mains, tu vas au plus haut de toi-même ».

*Général Pierre Paquier
Extrait du livre « Les Conquérants de l'Inutile »*

« Le verbe aimer est difficile à conjuguer: Son passé n'est pas simple, son présent n'est qu'indicatif et son futur est toujours conditionnel »

Jean Cocteau

UN PEU D'HISTOIRE



13 novembre 1951

Le premier Beaujolais nouveau !

Jusqu'en 1951, les vins sortaient selon un calendrier rigoureusement défini, car il en allait de l'approvisionnement des armées. Or, le 11 mars 1951, l'État français décide que ce principe d'échelonnement n'est plus d'actualité et le supprime donc. Mais le 8 septembre de la même année, un arrêté vient stipuler l'interdiction formelle pour tous les vins bénéficiant de l'AOC de sortir le fruit de leur récolte de l'année avant le... 15 décembre. Cette mesure est vécue comme une catastrophe par les producteurs de vins primeurs.

Les vignerons du Beaujolais, décidés à réagir, entament alors un lobbying tous azimuts. Ils expliquent inlassablement leur problème à leurs élus : leur Gamay noir à jus blanc est fait pour être bu vite et frais et ils demandent, par conséquent, d'avoir le droit d'organiser leur sortie commerciale avant les autres. Ils seront exaucés. Le 13 novembre 1951 est donc pris un nouveau décret libérant la vente de certains vins primeurs. Il concerne le Beaujolais et aussi d'autres appellations comme le Bourgogne aligoté et le Gaillac premières côtes. Mais aucun ne viendra concurrencer en notoriété le Beaujolais nouveau, dont la date de sortie sera flexible jusqu'en 1967, puis sera fixée au 15 novembre à minuit. En 1985, sera adopté à la place le principe du troisième jeudi de novembre. Avec un tel succès que la production est passée, en un demi-siècle, de 15 000 à 800 000 hectolitres.



La Calypso à flot

Le 15 novembre 1951, *La Calypso* quitte Toulon pour sa première sortie en mer avec à son commandement son nouveau maître : Jacques-Yves Cousteau. La première fois que le célèbre commandant au bonnet rouge a vu son navire, c'était à Malte en 1950. C'était le ferry effectuant la liaison avec l'île de Gozo. Baptisé du nom d'une nymphe qui avait emprisonné Ulysse durant dix ans sur Gozo, le bateau n'est ni une beauté ni une première main. Mis en service en 1942, il a déjà servi durant la guerre sous pavillon britannique sous le nom, beaucoup moins mythologique, de J-826.

Pourtant, c'est le coup de foudre. Cousteau voit immédiatement ce qu'il pourrait en faire : son *Nautilus* à la surface des eaux du globe, l'outil de travail idéal à la réalisation de son grand dessein. Car Cousteau vient de créer les Campagnes Océaniques Françaises, avec pour mission l'exploration des océans et la pédagogie du public. Le milliardaire philanthrope irlandais Thomas Loel Guinness achète *La Calypso* et la loue aussitôt au commandant pour un franc symbolique. Direction Antibes pour une cure de rajeunissement.

Cousteau l'aménage pour la plongée et les prises de vue. Il rajoute un « faux nez » vitré sous la ligne de flottaison permettant d'observer à loisir. Une plate-forme pour hélicoptère, deux sous-marins de poche et du matériel scientifique et voici *La Calypso* prête. Durant quarante-cinq ans, son commandant et elle montreront à l'humanité les merveilles du monde du silence. En 1996, *La Calypso* sera percutée par une barge à Singapour. Elle coulera, sera renflouée, mais ne pourra plus jamais naviguer. Un an après, Jacques-Yves Cousteau mourra à son tour.

COTISATIONS 2013 : RAPPEL

Les adhérents ayant omis de régler leur cotisation au titre de l'année 2013 sont invités à le faire (25 euros), soit en espèces, soit par chèque à l'adresse suivante :

Fédération des Anciens Combattants 39/45, TOE, AFN.

Citadelle Miollis - 20 000 AJACCIO